

Brochure n° 3276

Convention collective nationale

IDCC : 1794. – **INSTITUTIONS DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES**
(Personnel)

■ *Journal officiel* du 21 avril 2009

**Arrêté du 9 avril 2009 portant extension d'un accord conclu dans le
cadre de la convention collective nationale de travail du person-
nel des institutions de retraite complémentaire (n° 1794)**

NOR : MTST0908375A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1994 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 15 décembre 2008, portant extension de la convention collective
nationale de travail du personnel des institutions de retraites complémentaires
du 9 décembre 1993 et de textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 16 janvier 2009 sur les rémunérations mensuelles mini-
males garanties conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 mars 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collec-
tive (sous-commission des conventions et accords) recueilli suivant la procé-
dure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de
travail du personnel des institutions de retraites complémentaires du

9 décembre 1993, les dispositions de l'accord du 16 janvier 2009 sur les rémunérations mensuelles minimales garanties conclu dans le cadre de la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/10, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.